



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

**DREAL/UD69/YG
DDPP/SPE/SP**

**ARRÊTÉ n° DDPP - DREAL 2021 - 215
de mise en demeure
de la société SOGRAP
sur la commune de SAINT-MARCEL L'ECLAIRE**

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne- Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2019 autorisant la société SOGRAP pour la réouverture d'une carrière de matériaux granitiques sur la commune de Saint-Marcel l'Eclairé ;

VU le rapport du 22 juillet 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 26 juillet 2021 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux le 28 mai 2021 a permis à l'inspection des installations classées de constater que l'activité de transit de produit minéraux est réalisée à l'extérieur du périmètre autorisé sur les parcelles 308 et 310 ;

CONSIDÉRANT que cette même visite a permis à l'Inspection des installations classées de constater une activité de stockage de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 1.2.2 et du titre 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2019 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que l'activité de stockage de déchets inertes relève de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement ;

.../...

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il cesse immédiatement ses activités de transit et de stockage de déchets inertes ainsi que l'admission de tout nouveau déchet à l'extérieur du périmètre autorisé et qu'il régularise sa situation administrative en procédant à l'évacuation des déchets et à la remise en état, du site ou en déposant un dossier de régularisation ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

La société SOGRAP, dont le siège social est Allée Barlotti-Rd39 42720 VOUGY, pour la carrière qu'elle exploite à Saint-Marcel L'Éclairé, est mise en demeure à **compter de la notification du présent arrêté** :

- de cesser l'activité de stockage de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 situées à l'extérieur du périmètre ICPE ;
- de cesser l'activité de transit de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 situées à l'extérieur du périmètre ICPE ;

Sous trois mois

- soit de remettre en état les parcelles 308 et 310 en procédant notamment à l'évacuation vers les filières dûment autorisées, de l'ensemble des déchets présents ;
- soit de déposer un dossier de régularisation (qui pourra viser à intégrer la zone dans le périmètre ICPE), à condition que cette activité soit compatible avec le Plan Local d'Urbanisme ;

ARTICLE 2 :

Le fonctionnement de toute activité à l'extérieur du périmètre autorisé est suspendu jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de régularisation à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement ne s'y opposent ;

ARTICLE 3 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 4 :

Conformément aux dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement, s'il n'a pas été déféré à la **présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti**, ou si la demande de régularisation **est rejetée**, la remise en état des lieux, avec évacuation des remblais déposés devra être réalisée.

Cette remise en état des lieux sera à réaliser sous **un délai de 2 mois** à compter de la réalisation d'au moins une des deux conditions énoncée au premier alinéa du présent article.

ARTICLE 5 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 7 :

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances et la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de Saint-Marcel l'Eclairé,
- à l'exploitant.

Lyon, le

9 SEP. 2021

Le Préfet,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint

Julien PERROUDON

$$f(x) = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{x} + \frac{1}{x^2} \right) = \frac{x+1}{2x^2}$$